

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 au 15 juin 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance2

Le graphique de la semaine2

**Fait marquant : Démission de John Healy, ministre de la
Défense3**

En bref4

Actualités macroéconomiques4

MARCHE DU TRAVAIL4

FINANCES PUBLIQUES4

IMMOBILIER5

Actualités commerce et investissement5

COMMERCE5

SANCTIONS.....5

Actualités financières6

REGLEMENTATION FINANCIERE6

MARCHES FINANCIERS6

Le chiffre de la semaine : la croissance

Selon l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a enregistré une croissance trimestrielle de +0,7 % en avril 2026, après +0,6 % en mars. Ce trimestre glissant inclut des mois avant (février) et après (mars, avril) le déclenchement du conflit au Moyen-Orient. Cette progression est portée par le secteur des services, en hausse de +0,8 %, avec une augmentation dans 12 des 14 sous-secteurs ; les contributions positives les plus importantes proviennent de l'information et la communication (+1,7 %) et du commerce de gros et de détail (+1,2 %). La construction affiche également une dynamique favorable (+1,6 %), soutenue principalement par les activités de réparation et de maintenance (+3,4 %). À l'inverse, le secteur de l'industrie se contracte légèrement (-0,1 %), sous l'effet notamment de la baisse de l'activité dans la production et la distribution de gaz et d'électricité (-2,4 %) ainsi que dans les services liés à l'eau et à la gestion des déchets (-1,0 %) ; ce repli est toutefois partiellement compensé par une hausse de +0,6 % de l'activité manufacturière.

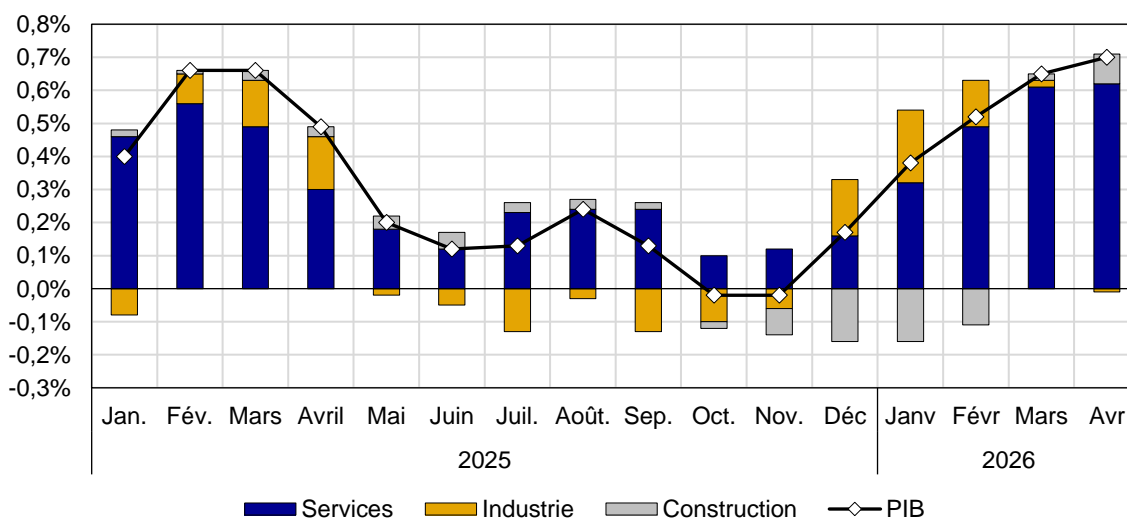
Toutefois, en données mensuelles, la croissance recule avec -0,1 % en avril, conformément aux anticipations des marchés, après +0,3 % en mars et +0,4 % en février. Cette baisse s'explique principalement par le recul de l'activité dans les services (-0,2 %), constituant un nouveau signal du ralentissement de l'économie dans un contexte d'incertitudes géopolitiques persistantes liées au conflit au Moyen-Orient. Le repli des services a été partiellement compensé par une progression de +0,1 % de la construction, tandis que la production est restée stable sur le mois. Les évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,7 %

Le graphique de la semaine

Contributions à la croissance trimestrielle du PIB



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : avril 2026.

Fait marquant : Démission de John Healy, ministre de la Défense

Le ministre de la Défense, John Healey, a démissionné le 11 juin, accusant le Premier ministre Keir Starmer de ne pas accorder les ressources financières nécessaires à la sécurité du Royaume-Uni. Cette démission intervient dans le contexte de la finalisation du *Defence Investment Plan* (DIP), un plan destiné à financer les équipements et infrastructures militaires sur la prochaine décennie, en application des orientations de la *Strategic Defence Review* de 2025.

Initialement attendu à l'automne 2025, le DIP n'a toujours pas été publié en raison de désaccords persistants entre le ministère de la Défense et le Trésor. À plusieurs reprises la presse jugeait la publication du DIP imminente, mais la démission de John Healey rend à nouveau sa publication incertaine. Dans la dernière mouture du projet de plan, d'après les médias, le financement additionnel prévu par le DIP reposerait entièrement sur des redéploiements de dépenses entre le ministère de la Défense et les autres départements, aucune hausse d'impôts ni emprunt supplémentaire n'étant prévu. Dans ce cadre, chaque ministère pourrait être contraint de réduire ses dépenses d'investissement d'environ 1 %, ce qui permettrait de dégager environ 6 Md£ d'ici 2030. Les ministères de l'Énergie et des Transports pourraient être appelés à contribuer davantage que les autres.

Dans sa lettre de démission, John Healey indique avoir reçu la proposition du DIP le 9 juin et estime que Keir Starmer et le Trésor se sont montrés « incapables » d'obtenir les financements nécessaires, jugeant ce plan « loin de ce qui est nécessaire pour la défense et pour le pays en cette période dangereuse ». John Healey défend un objectif de dépenses militaires porté à 3 % du PIB d'ici 2030, tandis que la trajectoire retenue par le gouvernement s'établirait finalement à 2,68 % du PIB. Dans sa lettre de démission, John Healey admet que financer le DIP place une pression sur le budget des autres ministères.

En réaction, le gouvernement a affirmé que le pays est « plus en sécurité grâce aux décisions prises par Keir Starmer » et que son action s'inscrit dans la plus importante hausse des dépenses de défense depuis la Guerre froide. **À noter que cette démission est la sixième au sein du gouvernement en un mois, après celle de Wes Streeting à la Santé.**

En bref

- Depuis le 9 juin, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3426 \$ (+0,4 %). En revanche, la livre sterling s'est dépréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1569 € (-0,2 %).
- Au 15 juin, les rendements longs du gilt (obligation souveraine) sont en baisse, le rendement à 10 ans diminue à 4,80 % (-12,7 pdb par rapport à la semaine précédente), le gilt à 30 ans diminue à 5,51 % (-10,3 pdb).
- La Financial Conduct Authority (FCA) lance une [consultation](#) pour faire évoluer sa politique de sanctions financières, proposant notamment une augmentation du plafond des amendes pour abus de marché.
- Rachel Blake, secrétaire d'État aux services financiers, a [annoncé](#) vouloir nommer prochainement un « *champion* » du secteur des mutuelles et des coopératives pour porter leurs intérêts auprès du gouvernement.
- Le Financial Reporting Council (FRC) ouvre une [enquête](#) sur la conduite d'entreprises de comptabilité et d'audit en relation avec la faillite du prêteur hypothécaire Market Financial Solutions (MFS).

Actualités macroéconomiques

Marché du travail

Une [commission parlementaire](#) britannique a dénoncé les importantes défaillances du programme *Access to Work*, destiné à financer des aménagements permettant aux personnes handicapées de travailler (équipements spécialisés, interprètes, aides au transport, etc.). Face à une forte hausse de la demande, les délais de traitement se sont allongés, certains demandeurs attendant plusieurs mois avant d'obtenir une réponse. Selon les députés, ces retards ont eu des conséquences directes sur l'emploi : des candidats ont perdu des offres d'embauche, leur emploi ou une partie de leurs revenus. La commission estime également que les dysfonctionnements du programme dissuadent certains employeurs de recruter des travailleurs handicapés. Enfin, elle estime que certaines dépenses prises en charge par *Access to Work* auraient dû être à la charge des employeurs. Le nombre de bénéficiaires du dispositif a doublé en dix ans, atteignant 74 200 personnes en 2024-2025 pour un coût de 321 M£.

Finances publiques

Dans le *Forecast Evaluation Report*, l'[Office for Budget Responsibility](#) (OBR) compare ses prévisions économiques et budgétaires pour 2024-25 aux résultats observés et met en avant l'impact persistant du choc des prix de l'énergie de 2022 comme principale source d'erreur de prévision. Selon l'OBR, une inflation plus élevée et plus durable que prévu, alimentée par la hausse des salaires et la tension sur le marché du travail, a maintenu des taux d'intérêt élevés et conduit à une croissance nominale du PIB plus forte qu'anticipé. Le déficit public a atteint 152 Md£ (5,2 % du PIB) en 2024-25, soit environ 65 Md£ de plus que dans les prévisions de mars 2023 et mars 2024, principalement en raison de la hausse des dépenses d'intérêts sur la dette et des

dépenses sociales. Malgré des recettes fiscales plus élevées, celles-ci n'ont pas compensé la hausse des dépenses.

Immobilier

Selon la plateforme d'annonces immobilières [Rightmove](#), les prix demandés pour les biens immobiliers mis en vente au Royaume-Uni ont reculé de 0,6 % en juin 2026 à 376 191 £, soit la plus forte baisse enregistrée pour un mois de juin depuis 14 ans. Les prix sont ainsi 0,5 % en-dessous de leur niveau de l'an dernier. Cette baisse s'explique principalement par une offre de logements élevée. La demande est également plus modérée, avec des acheteurs qui prennent davantage de temps pour décider, dans un contexte de taux d'intérêt encore élevés et d'incertitudes économiques. Rightmove souligne que le marché est particulièrement sensible au prix, avec un décalage par rapport aux tendances saisonnières habituelles, qui anticipent généralement une légère hausse en juin. Les ventes restent toutefois globalement stables, et les taux hypothécaires se sont légèrement détendus, le taux moyen à deux ans reculant à 5,07 %.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le 14 juin, le Premier ministre britannique Keir Starmer a rencontré la Première ministre japonaise Sanae Takaichi à Londres afin de renforcer les [relations commerciales et d'investissement entre le Royaume-Uni et le Japon](#). Les pays ont annoncé un ensemble d'investissements et d'accords susceptibles de générer plus de 18 Md£ dans les deux économies et de créer des dizaines de milliers d'emplois. Les annonces portent notamment sur des investissements japonais dans les infrastructures et les énergies renouvelables (signature d'un Off-shore Wind Compact en partenariat avec Great British Energy sur développement de l'éolien offshore au Royaume-Uni ; investissements de Hitachi Energy dans un centre d'excellence à Glasgow). Les deux pays ont également lancé un nouveau partenariat dans les technologies de pointe couvrant l'intelligence artificielle (promotion des liens entre les écosystèmes d'innovation, soutien de la chaîne d'approvisionnement de l'IA, coopération entre les instituts de la sécurité de l'IA), les semi-conducteurs et le quantique, le spatial (y compris via des projets conjoints entre JAXA et la UK Space Agency), le nucléaire (collaboration sur les technologies nucléaires avancées et la fusion ; décommissionnement de sites par la robotique) et la cybersécurité. A l'occasion de la signature de ce partenariat, ORCA Computing a signé un contrat d'exportation pour la vente d'un ordinateur quantique. Enfin, les discussions ont permis de renforcer la coopération en matière de défense et de sécurité, notamment via le développement de technologies de défense innovantes.

Sanctions

Le Royaume-Uni, en coordination avec le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France et la Norvège, a annoncé de nouvelles [sanctions](#) contre six organisations et un individu accusés de financer, soutenir ou participer aux violences en Cisjordanie. Les

mesures comprennent notamment des gels d'avoirs, des interdictions de déplacement et autres restrictions visant les dirigeants des entités concernées.

Le gouvernement britannique a annoncé la suppression progressive d'une [dérogation](#) qui autorise actuellement l'importation au Royaume-Uni de diesel et kérosène raffinés dans des pays tiers à partir de pétrole brut russe. Le Royaume-Uni a confirmé que cette dérogation prendra fin au plus tard le 1^{er} janvier 2027, tout en prévoyant un réexamen de la mesure toutes les deux semaines afin de pouvoir mettre fin au dispositif plus tôt si les conditions du marché le permettent. Cette décision complète les sanctions déjà en vigueur contre les importations directes de pétrole et de produits raffinés russes ainsi que les nouvelles [restrictions](#) annoncées en mai 2026 sur les produits pétroliers issus de brut russe transformé dans des pays tiers. La mise en place de cette dérogation, en [vigueur](#) depuis le 21 mai, vise à atténuer l'augmentation des prix des hydrocarbures liée au conflit au Moyen-Orient.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [propose](#) un assouplissement ciblé du cadre hypothécaire afin de faciliter l'accès au crédit pour certains emprunteurs aujourd'hui sous-desservis notamment les primo-accédants, les seniors et les indépendants. Les propositions visent à donner davantage de flexibilité aux prêteurs dans l'évaluation des dossiers, en tenant compte de la situation globale de l'emprunteur, de revenus variables ou en devise étrangère, ou encore d'un historique de crédit moins favorable. La consultation est ouverte jusqu'au 28 juillet 2026.

Marchés financiers

UK Finance publie son [rapport annuel](#) sur la fraude aux paiements qui aurait coûté près d'1,3 Md£ aux consommateurs britanniques en 2025. L'association d'intérêts représentant le secteur financier britannique qualifie la fraude aux paiements de « menace à la sécurité nationale », opérant à une échelle « industrielle ». UK Finance distingue deux grandes catégories de fraude. Tout d'abord, les fraudes « non autorisées », comme le vol de cartes bancaire ou la fraude au sans contact, représentent 700 M£ de pertes. Ensuite, les fraudes autorisées (« *authorised push payments* »), dans lesquels le consommateur autorise le paiement demandé sans se rendre compte que la demande est frauduleuse, représentent presque 600 M£ et peuvent prendre plusieurs formes, comme des fraudes par usurpation d'identité (par exemple avec un fraudeur se faisant passer pour une banque) ou des arnaques sentimentales. Dans ces cas, UK Finance appelle explicitement à une contribution financière des entreprises de la tech et des télécommunications qui constituent souvent le point d'entrée de ces fraudes. Cette étude intervient après la parution en avril dernier de la stratégie du gouvernement de lutte contre la fraude (voir [Brèves n°10](#)).

La chancelière Rachel Reeves a profité de son [discours](#) au *AI Adoption Summit* du 8 juin pour souligner le rôle des services financiers dans l'adoption de l'intelligence artificielle. Elle a mis en avant le dynamisme de l'écosystème britannique, le succès du dispositif de bac à sable réglementaire dédié à l'IA de la [FCA](#) et la nécessité de

moderniser les infrastructures de paiement et le cadre de régulation pour permettre le développement de nouveaux usages, notamment les « *agentic payments* » (paiements par agent intelligent). Elle a également annoncé la publication, à l'occasion de son « discours de Mansion House » du 14 juillet prochain, d'un *Financial Services AI Adoption Plan* destiné à accélérer l'usage de l'IA dans la finance britannique.

Les investisseurs particuliers britanniques ont montré un fort appétit pour l'introduction en bourse de SpaceX. Plus de 100 000 investisseurs britanniques ont souhaité acheter des actions SpaceX, et près de 40 % d'entre eux n'ont pu obtenir le volume d'actions qu'il souhaitait. Le directeur de la clientèle d'Hargreaves Lansdown, Simon Belsham, souligne que cette introduction en bourse a été la plus demandée par ses clients depuis la privatisation de Royal Mail en 2013. 2,7 millions d'actions ont été acquises par des investisseurs britanniques, soit une capitalisation de 364 M\$.

Lloyds Bank s'allie à Stripe pour renforcer son offre technologique à destination des petites entreprises. Le groupe bancaire britannique lancera Lloyds Accept, une solution de paiement reposant sur l'infrastructure de la fintech américaine, afin de permettre aux commerçants de s'inscrire et de commencer à encaisser des paiements en quelques minutes par plusieurs moyens : terminaux, liens de paiement, « tap to pay » par téléphone...

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale